



Venezuela : incubateur de démocratie pour les peuples

Par [Oscar Fortin](#)

Mondialisation.ca, 22 septembre 2017

[Humanisme](#) 21 septembre 2017

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Histoire, société et culture](#), [Loi et Justice](#)

Le Venezuela de la Révolution bolivarienne s'est transformé en un véritable incubateur qui donne naissance à une nouvelle démocratie, la démocratie, caractérisée par la participation directe du peuple au pouvoir. À ce jour, la démocratie à laquelle l'Occident s'est fait le grand promoteur, la démocratie représentative, s'est révélée être davantage la démocratie des élites que celle du peuple.

Ainsi, l'air de rien, nos États démocratiques sont devenus des États dominés et dirigés par des élites dont les intérêts occupent la première place. Les processus électoraux sont tels qu'ils permettent facilement à ces élites d'agir tout autant au niveau des partis politiques qu'au niveau des processus électoraux. Nous avons tous et toutes à l'esprit de ces exemples de fraudes électorales soigneusement mise à exécution pour que les élus soient ceux et celles qui sauront le mieux répondre prioritairement aux intérêts de ces élites. Il suffit d'interpeller « [Google](#) » ou « [Yahoo](#) » sur « fraudes électorales » pour se convaincre, si besoin était, de ce cancer qui a contaminé et continue de contaminer cette « démocratie » que les dictionnaires définissent comme étant « le pouvoir du peuple pour le peuple ». Pas surprenant que ces spécialistes de la fraude électorale ne soient pas pressés pour faire appel, entre autres, aux plus hautes technologies pour assurer la fiabilité de l'identité des électeurs et électrices ainsi que de la crédibilité du dépouillement des bulletins de vote. À ceci, il faut évidemment ajouter le plein contrôle des investissements qui rendent possibles les élections.

Lorsque les chefs d'État se présentent à la Tribune des Nations Unies, le discours qu'ils tiennent ne fait écho, pour la plupart, qu'à la vision dominante de l'État le plus puissant auquel ils se soumettent. C'est le cas de plusieurs pays de l'Amérique latine et de l'Europe qui ne parlent que de ce dont les États-Unis leur autorisent de dire, ce qui, dans plusieurs cas, va à l'encontre de ce que leur propre peuple pense. Par exemple, lorsque le président de la Colombie, Juan Manuel Santos, à la tribune des Nations Unies, parle du Venezuela comme d'une dictature et d'un pays en ruine, il ne parle pas au nom de son peuple, mais il le fait au nom de l'État qui lui donne des millions de dollars pour ses bases militaires en Colombie. Que d'États et de gouvernements ont perdu leur indépendance et souveraineté avec des gouvernants vendus à l'avance à l'Empire qui s'incarne dans les États-Unis d'Amérique.

Aujourd'hui, nous réalisons plus clairement que nos démocraties ne sont qu'une façade à un État profond concentré dans ceux qui détiennent les grands pouvoirs économiques, politiques, militaires. Ils sont les véritables détenteurs du pouvoir et tous les acteurs qui les entourent n'en sont que des couvertures, au large sourire, qui sacrifient les intérêts

prioritaires du peuple au profit des intérêts prioritaires de ces maîtres de l'État profond et de tous ses acolytes. C'est triste à dire, mais la démocratie représentative du peuple s'est vite transformée en une démocratie représentative, avant tout, de ces élites de l'État profond. Ces derniers sont présents dans tous les pays et dans tous les États.

HUGO CHAVEZ ET LA RÉVOLUTION BOLIVARIENNE

Pour comprendre Hugo Chavez et cette révolution bolivarienne dont il s'est fait porteur, il est important de comprendre ce qui est advenu véritablement de cette démocratie représentative à laquelle tous les peuples de l'Occident et d'Afrique sont invités à participer. Elle est l'outil par excellence des élites de l'État profond pour prendre le contrôle des États et de leurs richesses sans devoir le faire par la force de la guerre. Hugo Chavez a compris cela et il a également compris que ce scénario ne saurait être modifié sans une participation consciente et responsable d'un peuple sachant se tenir debout. Il a compris que tant que les Constitutions des pays seraient le produit des élites et non des peuples, tout changement ne saurait se réaliser. Ainsi, lors de l'élection présidentielle de 1998, il a promis qu'en étant élu président, il convoquerait une assemblée constituante du peuple pour l'élaboration d'une nouvelle constitution pensée et voulue par le peuple.

Assermenté comme président, en janvier 1999, il [convoqua](#) aussitôt à une Assemblée nationale constituante à laquelle s'est joint le peuple.

« Après l'élection d'[Hugo Chávez](#) à la [présidence de la République](#) en décembre 1998, une Assemblée constituante élue démocratiquement a été convoquée, à la suite d'un référendum, comme promis lors de la campagne présidentielle. Cette décision a été motivée parce que, selon Chávez, le système politique hérité de l'ancienne Constitution de 1961 isolait les institutions du peuple. Cette initiative a reçu un large soutien populaire, en particulier parmi les classes les plus pauvres du Venezuela, qui avaient connu une baisse significative de leur niveau de vie au cours de la dernière décennie et demie. L'Assemblée nationale constituante (ANC), composée de 131 élus au suffrage universel direct, a été convoquée en août 1999 pour commencer la rédaction d'un nouveau texte constitutionnel. Les chavistes dominant largement l'Assemblée, les travaux ont été brefs et le 15 décembre 1999, la nouvelle constitution est approuvée par référendum à une large majorité. Elle est entrée en vigueur le 20 décembre de la même année. »

C'est dans le cadre de cette constitution que la Révolution bolivarienne se définit comme socialiste, anti-impérialiste et de « démocratie participative. » Cette nouvelle constitution, rédigée par 131 personnes, élues par vote direct et universel, et voulue par le peuple. Cette nouvelle constitution, comme il fallait s'y attendre, n'a pas trouvé grâce auprès des élites de l'État profond et de leurs acolytes. Ce fut le début d'une guerre qui dure jusqu'à aujourd'hui. Les décisions du peuple sur l'usage à faire des immenses revenus des plus importants gisements de pétrole au monde, des mines d'or et autres, contrevenaient à l'usage qu'en faisaient les multinationales étasuniennes et les oligarchies nationales. Il était devenu impensable, pour ces derniers, que les intérêts du peuple passent avant ceux des élites.

Je vous invite à lire ce que fut [le coup d'État militaire de 2002](#). Je vous invite à lire également ce que furent les [dernières élections de Chavez et l'arrivée de Maduro](#).

Nous pouvons entrer maintenant dans ce qui fait l'actualité autour du Venezuela et le combat héroïque que mène le peuple contre cette offensive criminelle de toutes ces forces

de l'État profond de Washington, du Venezuela, de leurs alliés, mettant à contribution tous leurs médias. Je me dois d'ajouter ici le fait que l'[épiscopat vénézuélien](#) fait également partie de cette offensive.

Tous les moyens deviennent bons pour déloger ce gouvernement et avec lui ce peuple qui se tient debout. : Guerres économiques visant à créer la rareté des biens et à indisposer le peuple contre un gouvernement qui n'arrive pas à leur fournir les biens essentiels. Guerres de violence et de haine visant à créer la peur et l'insécurité. Pendant les mois de mars jusqu'au 30 juillet, des mercenaires et terroristes, à la solde de l'opposition, financée par Washington, ont créé le désordre, en tuant, en blessant, en détruisant des biens publics, tout cela mis au compte du gouvernement par les médias de l'empire. Guerre de désinformation et de diabolisation visant tout autant le gouvernement que son président, en la personne de Nicolas Maduro. On parle de ce dernier de dictateur, du gouvernement de dictature. On présente le peuple comme un peuple opprimé, affamé, sans médicament. En somme, l'idée d'un peuple victime d'un gouvernement en faillite et au secours duquel la communauté internationale doit se porter.

Ce que le président Trump a dit à la Tribune des Nations Unies ne fait que reprendre ce scénario de diabolisation du Venezuela, passant sous silence cette démocratie participative qui a fait l'émerveillement de plus de 160 représentants de 72 pays en visite au Venezuela ces jours derniers, pour constater en direct ce qui se vit dans ce pays. Pour plusieurs, ce fut une grande surprise de découvrir un peuple bien en vie, structurée, organisée et sachant chanter et se solidariser.

Le premier mai 2017, le président Maduro, face à la violence soutenue par l'opposition et Washington, s'est prévalu du pouvoir que lui accorde la constitution de convoquer à une Assemblée nationale constituante pour qu'elle apporte la paix et permette de constitutionnaliser les acquis de la révolution bolivarienne. Cette fois-ci, ce furent 545 personnes appelées par vote secret et universel à former cette Assemblée nationale constituante. Ce vote a eu lieu le 30 juillet et ce sont plus 8 089 239 électeurs et électrices qui se rendirent, contre vent et marée, à déposer leur bulletin de vote pour l'ANC. Une très grande victoire pour le gouvernement et pour le peuple, surtout si on prend en considération toutes les menaces dont furent victimes un grand nombre de ces gens. À titre de comparaison, l'opposition qui a pris le contrôle de l'Assemblée nationale législative lors des élections de 2015 avait totalisé 7 707 422 votes.

Je conclus en insistant sur le fait que l'existence de cette ANC est une innovation unique au monde et qu'elle a pour effet de mettre « jaque mat » les maîtres de la démocratie représentative. C'est ce qui dérange le plus ces grands démocrates qui n'avaient qu'à venir chercher leurs votes en utilisant argent et divers autres subterfuges et repartir avec le pouvoir de l'État et de ses richesses pour en faire ce que bon leur semblait. Le Venezuela fait la démonstration que ce temps est terminé et qu'un peuple conscient, responsable et organisé est en mesure de faire face à ces élites aux ambitions insatiables.

Le Venezuela a généralisé l'éducation gratuite à tous les échelons, du primaire à l'universitaire, il en a fait de même avec la santé accessible gratuitement dans tout le pays. Il a construit plus d'un million de résidences pour les familles en besoin. Avec toutes ces réalisations, il devient un mauvais exemple pour les autres pays qui n'arrivent pas à assurer ces biens essentiels. Le néo-libéralisme et la démocratie représentative, faite sur mesure pour ce dernier, feront tout pour que ce régime démocratique du peuple pour le peuple ne survive pas. Le Venezuela et son peuple sont prêts à livrer ce combat, si

nécessaire, d'autant plus qu'ils ne sont pas seuls. Les pays non alignés au nombre de 120 se rangent du côté du Venezuela. La Russie, la Chine et l'Inde sont là pour contrer les sanctions imposées par Donald Trump et confirmer leur solidarité stratégique avec le Venezuela et la révolution bolivarienne..

Il reste encore beaucoup à dire et je compte sur vous pour en ajouter ou en préciser les termes.

Oscar Fortin

Le 21 septembre 2017

La source originale de cet article est [Humanisme](#)
Copyright © [Oscar Fortin](#), [Humanisme](#), 2017

Articles Par : [Oscar Fortin](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca